

**PERSPECTIVE D'AVENIR DES JEUNES IMPLIQUÉS DANS  
L'AGRIBUSINESS AU SUD-KIVU.  
ÉTUDE REPOSANT SUR L'EXPÉRIENCE DES JEUNES  
ENTREPRENEURS RURAUX DU SUD-KIVU**

*Cool Mangole Dady<sup>1</sup>, Joseph Njonjo Assani<sup>2</sup> &  
Paul Martin Dontsop Nguezet<sup>3</sup>*

## **Introduction**

L'*agribusiness*, décrit comme une activité permettant d'augmenter la valeur ajoutée de la production des économies rurales grâce à la réalisation d'activités post-récoltes (la sélection, la classification, le nettoyage, la transformation, le conditionnement, la distribution et les services associés) (Combris & Nefussi 1984 ; Broutin & Bricas 2006 ; Barrett *et al.* 2001 ; Mercandalli 2015 ; Boucher *et al.* 2003), constitue une composante clé pour le processus de développement économique et social des pays à faible revenu comme la RDC (Allen & Heinrigs 2016 ; ONUDI 2011 : 56). Yami *et al.* (2019) soulignent que l'engagement des jeunes dans l'*agribusiness* est devenu une stratégie importante pour créer des opportunités d'emploi en Afrique. En effet, celui-ci représente 60 % de l'emploi manufacturier total au Niger et au Nigéria, et entre 30 et 40 % au Ghana, au Burkina Faso et au Mali (Allen *et al.* 2018). Quant à la RDC, l'emploi créé par l'*agribusiness* n'est pas documenté (Minyangu *et al.* 2020).

Bien qu'il joue un grand rôle dans les économies rurales (Boucher *et al.* 2003 ; Broutin & Bricas 2006 ; Yami *et al.* 2019) et qu'il soit perçu comme un moyen susceptible de réduire le chômage des jeunes dans les pays en développement (Yami *et al.* 2019 ; Minyangu *et al.* 2020), l'*agribusiness* fait face à plusieurs obstacles pour son développement en Afrique subsaharienne. L'ONUDI (2011 : 57) indique que « [...] le principal défi pour le développement de l'*agribusiness* en Afrique est la modernisation et l'amélioration des moyens de fabrication et des capacités à lever les obstacles au développement d'entreprises industrielles efficaces, capables

---

<sup>1</sup> Université catholique de Bukavu (UCB), Bukavu, Sud-Kivu.

<sup>2</sup> Consultant national, spécialiste en économie rurale, Kalemie, Tanganyika.

<sup>3</sup> International Institute of Tropical Agriculture (IITA), Kalemie, Tanganyika.

d'affronter la concurrence sur les marchés internationaux, régionaux et nationaux ». La persistance de ce défi influe négativement sur les revenus des entreprises agroalimentaires, généralement de petite taille. Broutin et Bricas (2006 : 45) soulignent que l'*agribusiness* ne permet d'assurer que le revenu d'appoint à la plupart des micro et petits entrepreneurs qui y sont impliqués, raison pour laquelle un nombre non négligeable d'entrepreneurs ruraux est prédisposé à abandonner l'*agribusiness* pour d'autres activités économiques alternatives plus prometteuses (voir Anyidoho *et al.* 2012 ; Okali & Sumberg 2012). D'après Broutin et Bricas (2006), l'*agribusiness* ne procure des profits généralement élevés qu'aux entrepreneurs impliqués dans des activités où il existe des barrières à l'entrée. En effet, plus les barrières à l'entrée sont élevées, plus les perspectives futures sont attrayantes (OCDE 2019). Mulema *et al.* (2021) soulignent que le manque de capital de départ est l'une des principales barrières qui empêchent les jeunes d'entreprendre dans l'*agribusiness* au Vietnam. De même, Bello *et al.* (2021) indiquent que l'accès limité au crédit et aux ressources productives est l'un des facteurs clés influençant la décision des jeunes de participer dans l'*agribusiness*. En se basant sur l'expérience des jeunes Sud-Africains du district de Vhembe, Mmbengwa *et al.* (2021) trouvent que le succès entrepreneurial dans l'*agribusiness* dépend non de l'accès au capital, mais plutôt de leur motivation personnelle, de leur créativité et de leur attitude positive. De leur côté, Broutin et Bricas (2006) insistent sur le rôle des réseaux sociaux tant dans le démarrage de l'*agribusiness* que dans son maintien dans les pays en développement.

Alors que les études sur l'*agribusiness* se sont focalisées sur l'engagement des jeunes dans l'*agribusiness* (Minyangu *et al.* 2020), la contribution de celui-ci aux opportunités d'emploi (Wilkinson & Rocha 2008 ; Roepstorff *et al.* 2011 ; Mercandalli 2015), la réduction de la pauvreté (Broutin & Bricas 2006), les déterminants de la participation à l'*agribusiness* (Bello *et al.* 2021 ; Mulema *et al.* 2021) et les perceptions des jeunes impliqués dans le secteur agroalimentaire (Anyidoho *et al.* 2012 ; Douglas *et al.* 2017), rares sont celles qui se sont prononcées sur la perspective d'avenir des jeunes entrepreneurs impliqués dans l'*agribusiness* ou sur leur intention de quitter celui-ci. En plus, alors que la plupart des études existantes sur l'intention de quitter accordent une place prépondérante au départ des salariés (Cossette & Gosselin 2012 ; Bertrand *et al.* 2010 ; Cossette & Gosselin 2009 ; Gabarret & Vedel 2012), le départ des (jeunes) entrepreneurs reste une perspective inexploitée dans les modèles de l'intention de quitter. Cette étude tente de combler cette lacune en s'appuyant sur deux principales théories : la théorie de l'action raisonnée et la théorie *pull-push*. Fishbein et Ajzen (2010) soulignent que la théorie de l'action raisonnée est la théorie généralement utilisée pour prédire l'adoption ou non d'un comportement. La théorie *push-pull* est, quant à elle, couramment utilisée pour comprendre les motivations

entrepreneuriales (Kirkwood 2009). Dans cette étude, la théorie de l'action raisonnée sert à prédire l'intention de quitter l'*agribusiness* dans l'avenir, alors que la théorie *push-pull* permet de mettre en exergue les facteurs clés qui influenceraient les jeunes entrepreneurs à quitter l'*agribusiness* ou qui les attireraient vers des activités économiques de remplacement.

L'entrepreneur, décrit par Schumpeter comme un acteur économique qui réalise la nouvelle combinaison des facteurs de production (Laurent 1989 : 68), peut généralement prendre la décision de quitter son activité ou de la changer dans des situations où il a pu en dénicher une autre (Mitchell *et al.* 2001 ; Blau 1993 ; Tanova & Holtom 2008). Le processus préalable au départ se manifeste par l'adoption de comportements de recherche d'une nouvelle activité (Ramesh & Gelfand 2010). Il existe deux types de comportements liés à la recherche d'une nouvelle activité (Blau 1993) : le comportement préparatoire à la recherche d'une nouvelle activité et le comportement actif de recherche d'une nouvelle activité. Le premier comportement consiste à accumuler des informations sur l'environnement (opportunités et menaces) dans le but d'effectuer une analyse d'attractivité de l'industrie dans laquelle l'on compte entreprendre (Johnson *et al.* 2000), tandis que le deuxième comportement consiste à identifier la place où implanter son entreprise. Par ailleurs, Johnson *et al.* (2000) soutiennent qu'une analyse de l'environnement conduit à identifier les facteurs clés du succès à maîtriser pour saisir les opportunités qui se présentent sur le marché.

La décision de quitter ou de changer son activité peut être expliquée par les facteurs *pull-push* (Kirkwood 2009). Alors que les facteurs *pull* renvoient à la reconnaissance d'opportunités d'affaires susceptibles d'améliorer les revenus (Shane & Venkataraman 2000 ; Shane *et al.* 2003), les facteurs *push* font allusion à des situations conflictuelles ou d'insatisfaction (Kirkwood 2009, Bradley & Roberts 2005). Pour Carsrud et Brännback (2011), cette décision est liée au désir et à la recherche de gains économiques, d'un côté, et au degré de satisfaction, de l'autre côté. Il ressort que les entrepreneurs les moins satisfaits sont les plus prédisposés à changer leurs activités. La satisfaction occupe donc une place prépondérante pour prédire l'intention de quitter (Fishbein & Ajzen 2010).

L'objectif de cette étude est d'estimer le degré d'intention de quitter l'*agribusiness*, de mettre en évidence les facteurs *pull-push* qui expliquent l'intention de quitter l'*agribusiness*, d'identifier les activités économiques de remplacement de l'*agribusiness* et les critères économiques et non économiques sur lesquels les jeunes entrepreneurs de Kabare, dans la province du Sud-Kivu, se basent pour choisir ces activités.

Les résultats de cette étude vont permettre aux décideurs et/ou acteurs de développement de mieux comprendre les raisons qui poussent les jeunes entrepreneurs du territoire de Kabare, dans la province du Sud-Kivu, à

quitter l'*agribusiness*, et d'entreprendre des politiques susceptibles d'encourager les jeunes entrepreneurs à poursuivre celui-ci.

Cette étude est articulée autour de deux sections, mises à part l'introduction et la conclusion. La première porte sur la méthodologie, dans laquelle sont présentés le site d'étude, les techniques de collecte et de traitement des données, et la deuxième présente les résultats et la discussion.

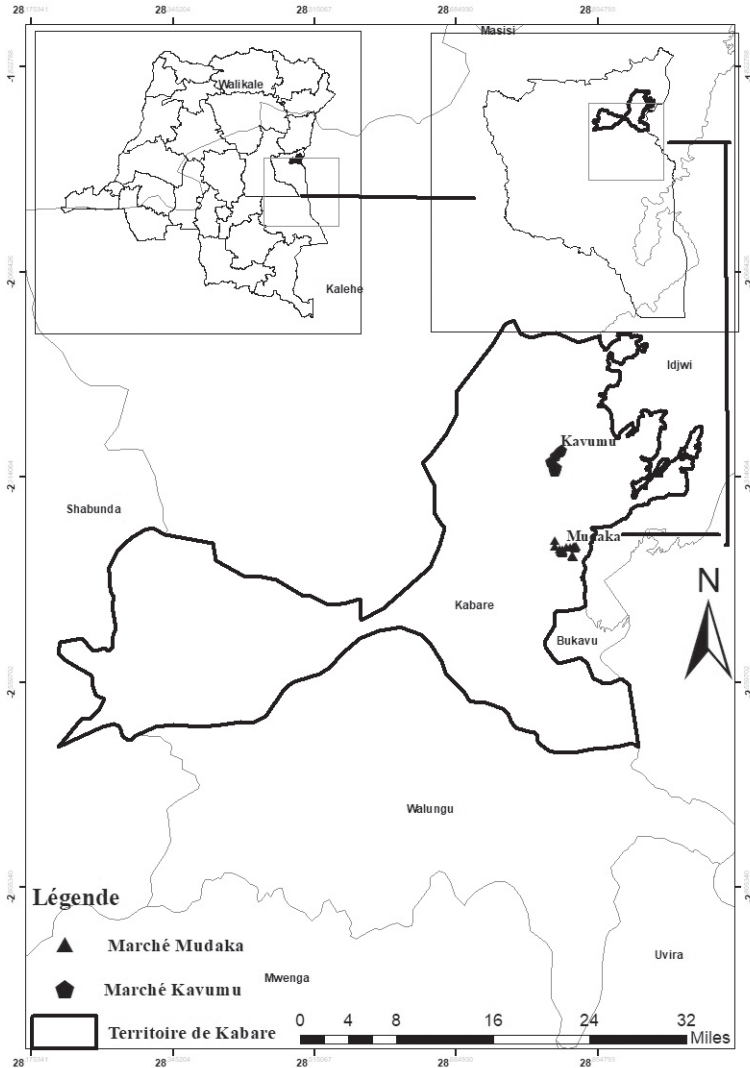
## 1. Méthodologie de l'étude

### 1.1. Site d'étude

Cette étude a été réalisée dans le territoire de Kabare dans la province du Sud-Kivu, en RDC. Kabare est l'un des huit territoires de la province du Sud-Kivu. Il est situé dans la partie montagneuse de la province. Il est limité au nord par le territoire de Kalehe et par la rivière Nyabarongo. Au sud, par le territoire de Walungu à travers la rivière Kazinzi, d'une part (sud-ouest), et la rivière Lubimbe, d'autre part (sud-est). À l'est, par la ville de Bukavu, le lac Kivu, d'un côté (nord-est), et le Rwanda par la rivière Ruzizi, de l'autre côté. La partie ouest du territoire est frontalière avec le territoire de Shabunda. La population de Kabare, estimée à 878 021 habitants répartis sur une superficie de 1960 km<sup>2</sup>, est composée majoritairement de Shi. Sa population vit essentiellement de l'agriculture. Bien qu'elle joue un rôle clé dans la fourniture de l'alimentation et constitue une source importante de revenu pour la plupart des ménages de Kabare, l'agriculture est généralement pratiquée sur de petites étendues avec des outils rudimentaires, des semences non améliorées et des techniques culturelles obsolètes (Ministère de la Santé 2019 ; Eastern Congo Initiative 2014). Les principales cultures pratiquées dans le territoire de Kabare sont le maïs, le café, la banane, la canne à sucre, le haricot, l'igname, le manioc, la patate douce, la pomme de terre, le sorgho, le soja, le chou, l'arachide, et l'aubergine. L'agriculture est une activité généralement réservée aux femmes dans le territoire de Kabare (Ndjadi *et al.* 2019). Les hommes pratiquent généralement l'élevage de bovins, de caprins, de porcs, de cobayes et de lapins ; l'exploitation artisanale de coltan, de cassitérite et d'or (dans les groupements de Irhegabaronyi, de Luhago et de Luhihi), et l'exploitation de pierres (dans les groupements de Bugorhe et de Mudaka).

Le territoire de Kabare a été choisi comme site d'étude en nous basant sur deux principaux critères : le critère d'activité et le critère géographique. S'agissant du critère d'activité, le territoire de Kabare est réputé non seulement pour l'implication de la grande majorité de sa population dans l'agriculture, mais aussi le développement d'activités rurales de transformation semi-industrielle de boissons locales (jus de banane, vin de banane, vin de canne à sucre, etc.), de maïs, de manioc et de tomates. Une autre couche

Figure 1 : le site d'étude



Source : conception des auteurs à partir de coordonnées GPS des sites d'étude.

de la population rurale est engagée dans la fabrication de fromage blanc traditionnel, connu sous le nom de *mashanza* (voir Birali *et al.* 2019). Pour valoriser leurs produits, améliorer leur pouvoir de négociation, et avoir un accès facile aux débouchés, un nombre important de la population rurale de Kabare s'organise en coopérative. À titre d'exemple, l'Action coopérative féminine pour la promotion de l'agriculture et le développement (ACCOFPADE) est une initiative paysanne de la population de Mudaka

dont l'objectif principal est de valoriser la culture d'oignons, de manioc et de haricots. D'autre part, le regroupement des agriculteurs et éleveurs de Kabare, une coopérative comptant 2100 membres dont 650 femmes paysannes, s'occupe essentiellement de la production, de la transformation et de la commercialisation du café Arabica. Par rapport au critère géographique, le territoire de Kabare est à la fois voisin proche de la ville de Bukavu (chef-lieu de la province du Sud-Kivu) et du Rwanda. Sa position géographique lui donne l'avantage d'être accessible via trois routes nationales. Il s'agit de la RN2 (tronçon Kazingo-Kabamba), la RN3 (tronçon Miti-Tshivanga) et la RN5 (tronçon Kasihe-Mumoshosho). Le territoire de Kabare constitue un grand centre d'approvisionnement, généralement en produits agricoles (oignons, bananes, manioc, choux, haricots, maïs, arachides, etc.) de beaucoup de familles et de (petits) entrepreneurs de Bukavu.

Les jeunes de Kabare, quant à eux, sont généralement impliqués dans le petit commerce de détail (vente de boissons, de crédits d'appel, de carburant, de friperie, etc.). D'autres sont dans le transport en commun (taxi-moto, taxi-voiture et taxi-bus) et l'exploitation artisanale de pierres (voir les groupements de Bugorhe et de Mudaka). L'agriculture reste une activité occasionnelle pour la plupart des jeunes du territoire de Kabare, car elle procure un faible rendement. Par ailleurs, on trouve quelques jeunes dans les activités économiques rurales de transformation semi-industrielle des produits agricoles comme le manioc, les bananes, la canne à sucre, le maïs, les tomates, etc., dans les villages de Kashunguri, de Murhula et de Kashusha, et dans les centres commerciaux de Kavumu et de Mudaka.

Plusieurs initiatives de développement rural ont été mises en place ces dix dernières années par les organisations internationales, nationales et locales, à l'instar de l'IITA, du Projet intégré des crédits agricoles dans la région des Grands Lacs (PICAGEL), du Kivu Agro Business, de l'IITA Kalambo Youth Agripreneurs (IKYA), de l'ASBL ADI-KIVU et du Regroupement des agriculteurs et éleveurs de Kabare, dans le but d'améliorer le rendement agricole et d'accompagner les jeunes ruraux du territoire de Kabare impliqués dans le secteur agricole et surtout dans l'*agribusiness*. Ces initiatives visent à accroître le nombre de jeunes dans le secteur agricole pour réduire le taux de chômage chez ceux-ci, à améliorer la sécurité alimentaire dans le territoire de Kabare et dans les communautés rurales et urbaines voisines, et à réduire l'exode rural documenté comme la cause de nombreux problèmes en milieu urbain (ILO 2020). Pour atteindre ces objectifs, le soutien des organisations précitées arrive dans la communauté sous forme tangible et intangible. Ces organisations accompagnent les jeunes dans l'accès aux installations de transformation, aux intrants agricoles, aux crédits agricoles, et à la formation et au coaching sur différentes matières, notamment la notion de base d'entrepreneuriat, la gestion, la conception et la présentation de projets bancables, et l'*agribusiness*. Grâce à l'encadrement de l'IITA, par

exemple, les jeunes Agripreneurs de Kalambo (IKYA) à Kabare, produisent actuellement de la farine de maïs (à travers l'usine de transformation de maïs installée dans le centre d'innovation agricole de Murhesa), de la farine de manioc, des sous-produits de la farine de manioc tels que les beignets, les gâteaux et les petits beignets (*chin chin*), le lait de soja et le fromage de soja (tofu).

## 1.2. Collecte de données

Compte tenu de la complexité du concept d'*agribusiness* (Combris & Nefussi 1984), cette étude utilise un questionnaire (quantitatif), tout en s'appuyant sur quelques données qualitatives pour bien élucider les résultats quantitatifs (Johnson *et al.* 2007), comprendre les dynamiques locales à travers les enquêtes de terrain, et identifier les facteurs (*pull-push*) expliquant l'intention des jeunes entrepreneurs de Kabare de quitter l'*agribusiness* pour d'autres activités économiques alternatives, et les facteurs (*pull-push*) sur lesquels les jeunes entrepreneurs se basent pour choisir ces activités alternatives.

Les données de terrain ont été collectées en deux phases : enquêtes qualitatives et enquêtes quantitatives. Les enquêtes qualitatives ont été effectuées auprès d'un échantillon de quatorze jeunes entrepreneurs ruraux impliqués dans l'*agribusiness*, suivant le critère de saturation sémantique, pour recueillir les informations sur l'intention de quitter l'*agribusiness*, les facteurs (*pull-push*) expliquant cette intention, les activités économiques alternatives ou de remplacement et les critères (économiques et non économiques) de choix de ces activités. Les données qualitatives (les jugements, les récits de vie et les propos des jeunes entrepreneurs) ont été collectées du 5 au 7 juin 2021. Ces données encodées par phrase et paragraphe (Strauss & Corbin 1990) ont servi non seulement à la construction du questionnaire d'enquête, mais aussi à la discussion des résultats. Les différents nœuds d'arguments ou d'idées issus des enquêtes qualitatives ont été regroupés de manière homogène pour rendre l'interprétation des résultats simple et claire. Nous avons retenu comme principal critère de choix d'activité de remplacement ou déterminant de l'intention de quitter l'agroalimentaire toute réponse qui a été citée par au moins deux jeunes entrepreneurs du territoire de Kabare impliqués dans l'*agribusiness*. Les principales caractéristiques retenues après analyse de contenu ont servi dans la construction de la version initiale du questionnaire d'enquête. Cette version initiale a été soumise auprès de deux experts en *agribusiness* de l'IITA pour la clarification des items ainsi que des directives du questionnaire. À partir des commentaires formulés par ces experts, deux items ont été supprimés de la liste et quatre ont été reformulés pour une bonne compréhension des items mesurant l'intention d'abandonner l'*agribusiness* et de l'ensemble du

questionnaire. Le questionnaire corrigé et adapté dans le contexte de Kabare a été programmé dans l'application Kobo collect pour faciliter la collecte de données de terrain.

Le questionnaire programmé dans l'application Kobo collect a été administré auprès d'un échantillon aléatoire de jeunes entrepreneurs âgés de 15 à 40 ans<sup>4</sup> impliqués dans l'*agribusiness*. La sélection de ces jeunes entrepreneurs s'est faite de manière aléatoire sur la base des listes des entrepreneurs que l'IITA et l'Orheol nous ont fournies. Alors que la liste d'identification de l'IITA axe Kabare reprend 85 jeunes entrepreneurs impliqués dans la chaîne de valeur agricole, celle d'Incubateur Orheol reprend 120 jeunes entrepreneurs impliqués dans la chaîne de valeur agricole et non agricole. La liste compilée totalise 205 entrepreneurs. De cette liste compilée, nous avons retenu seulement 110 jeunes entrepreneurs. Les jeunes entrepreneurs s'impliquant uniquement dans le maillon agricole (agriculture) ou dans des activités autres que l'*agribusiness* ont été exclus de la liste retenue dans cette étude. La liste retenue après suppression de 95 jeunes entrepreneurs ne s'impliquant pas dans l'*agribusiness* étant trop étroite, nous avons procédé à une identification complémentaire d'autres jeunes entrepreneurs impliqués dans l'*agribusiness* non repris sur la liste retenue, pour avoir une liste plus ou moins exhaustive de la population cible. Un effectif de 80 autres jeunes entrepreneurs impliqués dans l'*agribusiness* a été identifié. 139 jeunes entrepreneurs ont alors été sélectionnés en générant des nombres aléatoires sous Stata 15.1 à partir d'une liste totale de 190 (110 et 80) entrepreneurs impliqués dans l'*agribusiness*. Les jeunes entrepreneurs impliqués dans l'*agribusiness* n'existant plus dans les milieux visités (Mudaka et Kavumu), mais figurant sur la liste totale disponible retenue ont été remplacés par de nouveaux jeunes entrepreneurs en générant de nouveaux nombres aléatoires correspondant à ces derniers. Les données quantitatives ont été collectées du 11 au 28 juin 2021. La plupart des jeunes entrepreneurs enquêtés l'ont été sur leurs lieux de travail et chaque enquête a duré en moyenne trente minutes.

L'échantillon se compose de 66,9 % de jeunes hommes entrepreneurs (n = 93) et de 33,1 % de jeunes femmes entrepreneures (n = 43) âgés en moyenne de 26 ans. 82,7 % des jeunes entrepreneurs enquêtés (n = 115) opèrent dans des unités économiques de production informelles âgées en moyenne de 6 ans et gagnent un profit moyen hebdomadaire estimé à 31 000 francs congolais (15,5 USD). Bien que le concept d'informalité soit

---

<sup>4</sup> Alors que l'accent est mis dans beaucoup d'études sur les jeunes âgés de 15 à 24 ans, cette tranche d'âge peut s'étendre à 30 ans, voire même 35 ans, en fonction du contexte national, et demeurera flexible pour veiller à ce que les programmes liés à la mise en œuvre de la stratégie soient adaptés aux différents besoins des jeunes dans les différents contextes nationaux (PNUD 2014 : 3).



complexe à définir, cette étude utilise l'approche de Rakotomanana (2009) selon laquelle l'informalité se réfère au critère de non-enregistrement de l'activité économique. En effet, toute unité économique du secteur agro-alimentaire non enregistrée au registre de commerce et du crédit mobilier (RCCM) a été classée dans la liste des unités économiques informelles. Par ailleurs, les jeunes entrepreneurs impliqués dans l'*agribusiness* (formel ou informel) utilisent généralement leur épargne ou fonds propres comme principale source de financement (71,9 %, n = 100). En ce qui concerne l'appartenance à une association de jeunes, il ressort que, la majorité d'entre eux n'est pas organisée en association (91,4 %, n = 127). Les jeunes entrepreneurs enquêtés sont impliqués dans les maillons de panification semi-industrielle (39,6 %, n = 55), de fabrication de boissons locales (24,5 %, n = 34), de transformation semi-industrielle de manioc (18,0 %, n = 25), de transformation semi-industrielle de maïs (10,1 %, n = 14), de transformation semi-industrielle de tomates (3,6 %, n = 5), de transformation semi-industrielle de produits d'élevage (2,9 %, n = 4) et de transformation semi-industrielle de café (1,4 %, n = 2). Le maillon de transformation dans lequel le jeune entrepreneur est engagé est associé à son sexe ( $\chi^2 (6) = 17,98, p = .006$ ). La plupart des jeunes hommes entrepreneurs sont concentrés dans le maillon de la panification semi-industrielle (45,2 %, n = 42) et les jeunes femmes entrepreneures dans la fabrication de boissons locales (37,8 %, n = 17). En revanche, les maillons de transformation dans lesquels les jeunes enquêtés sont impliqués ne se différencient pas par rapport à la variable éducation ( $\chi^2 (36) = 38,43, p = 0,686$ ). 33,8 % des jeunes entrepreneurs (n = 47) n'ont pas achevé leurs études secondaires, 23,0 % (n = 32) n'ont pas fini leurs études primaires, 15,8 % (n = 22) détiennent le certificat d'études primaires, 14,4 % (n = 20) sont analphabètes, 10,8 % (n = 15) sont détenteurs d'un diplôme d'État, 1,4 % (n = 2) n'ont pas achevé les études de graduat (bac+3) et 0,7 % (n = 1) n'ont pas achevé les études de licence (bac+5). La plupart des jeunes entrepreneurs enquêtés ont des parents qui travaillent ou qui avaient travaillé dans l'*agribusiness* (51,8 %, n = 72).

### 1.3. Traitement des données

La perspective d'avenir des jeunes entrepreneurs impliqués dans l'*agribusiness* a été appréhendée par l'intention de quitter l'*agribusiness*. L'intention de quitter son emploi est décrite comme le meilleur prédicteur d'un comportement que l'entrepreneur pourrait adopter dans le futur (rester *versus* quitter l'*agribusiness*) (Fishbein & Ajzen 2010).

Les statistiques descriptive et inférentielle nous ont permis d'estimer l'intention des jeunes entrepreneurs ruraux d'abandonner l'*agribusiness* pour d'autres activités économiques alternatives, et mettre en exergue les activités alternatives ou de remplacement de l'*agribusiness*, les critères de

choix de ces activités et les caractéristiques socioéconomiques des jeunes entrepreneurs impliqués dans l'*agribusiness*. Par ailleurs, le test d'indépendance ( $\chi^2$ ) et le test de comparaison de moyennes ( $z$  ou  $F_a$ ) nous ont permis de tester les liens éventuels existant, respectivement, entre les caractéristiques des jeunes entrepreneurs impliqués dans l'*agribusiness* et les différences entre groupes de jeunes entrepreneurs.

Pour étudier les déterminants de l'intention d'abandonner l'agroalimentaire, il est important de bien déterminer la nature de l'intention (Cossette & Gosselin 2012). Les facteurs *pull-push* expliquant l'intention des jeunes entrepreneurs de quitter l'*agribusiness* peuvent être examinés à partir d'un modèle dichotomique simple, un modèle multinomial ou linéaire selon que l'intention ait été saisie par une variable dichotomique, une variable catégorielle ou un indice. Lorsque la perspective d'avenir du jeune  $i$  est appréhendée à travers une variable dichotomique [0 = rester, 1 = abandonner] pour  $i$  allant de 1 à  $n$ , et que les caractéristiques du jeune entrepreneur soient repérées par le vecteur  $x_i$ , les coefficients expliquant la probabilité de la prédisposition des jeunes entrepreneurs à abandonner l'*agribusiness* rural sont déterminés à l'aide d'un modèle dichotomique simple. Toutefois, mesurer la perspective d'avenir d'une manière dichotomique présente quelques limites, car certains jeunes entrepreneurs ruraux disposent d'une perspective d'avenir incertaine dans l'agroalimentaire. Ils ne sont classés ni dans le groupe des jeunes prédisposés à quitter l'agroalimentaire ni dans le groupe de ceux qui comptent y rester. Mesurer l'intention de quitter l'*agribusiness* par variable catégorielle [1 = rester, 2 = abandonner, 3 = incertain/indifférent] permet de corriger les erreurs du modèle dichotomique simple, mais présente aussi des limites, car même les jeunes entrepreneurs impliqués dans l'agroalimentaire caractérisés par une perspective incertaine disposent de petites intentions. Ils ne sont généralement pas indifférents à toutes les questions (items) formulées pour mesurer leur intention d'abandonner l'*agribusiness* (voir tableau 1). Pour éviter la perte d'informations, l'intention d'abandonner l'*agribusiness* ( $Y$ ) a été mesurée dans cette étude par un indice d'intention plutôt que les deux traditionnels étudiés : abandonner *versus* rester (Cossette & Gosselin 2012 : 704). Cet indice a été construit à partir d'une échelle de mesure comprenant neuf items regroupés dans une seule dimension  $\alpha = .912$ ) (Cossette & Gosselin 2009). Pour chaque item, on demandait à l'entrepreneur d'évaluer dans quelle mesure l'élément proposé lui donnerait envie de quitter son emploi. L'échelle de réponse varie de 1 (totalement en désaccord) à 5 (totalement d'accord). La cohérence interne de l'échelle utilisée pour mesurer l'intention d'abandonner l'*agribusiness* a été testée par le coefficient *alpha* de Cronbach ( $\alpha$ ). La valeur de  $\alpha$  varie entre 0 et 1. Plus la valeur de  $\alpha$  est proche de 1, plus forte est la cohérence interne de l'échelle (Carricano & Poujol 2008 : 53).

**Tableau 1 : échelle de mesure de l'intention d'abandonner l'agribusiness (matrice de corrélation)**

Items	I.1	I.2	I.3	I.4	I.5	I.6	I.7	I.8	I.9
J'ai l'intention d'abandonner l'agribusiness dans un futur proche (I.1)	1.00								
Je ne crois pas que je vais continuer à travailler dans l'agribusiness dans le futur (I.2)	.750	1.00							
Je suis en train de penser à quitter l'agribusiness (I.3)	.727	.809	1.00						
Actuellement je recherche activement un travail en dehors de l'agribusiness (I.4)	.473	.591	.652	1.00					
Je pense sérieusement à quitter l'agribusiness (I.5)	.546	.528	.550	.649	1.00				
Aussitôt que je trouve un autre travail intéressant, je vais quitter l'agribusiness (I.6)	.470	.371	.386	.514	.719	1.00			
Je n'aimerais pas poursuivre ma carrière dans l'agribusiness (I.7)	.441	.504	.523	.507	.663	.688	1.00		
Je ne peux pas préparer mes enfants pour l'agribusiness (I.8)	.400	.491	.500	.419	.544	.313	.589	1.00	
Si je trouve une autre solution je vais vite quitter l'agribusiness (I.9)	.400	.416	.406	.376	.578	.518	.613	.564	1.00
Coefficient alpha de Cronbach ( $\alpha$ )	.9117								
Indice d'intention de quitter (Y)	3.5 (1.05)								

Cette étude s'appuie sur l'analyse factorielle et la régression linéaire pour identifier les facteurs (*pull-push*) déterminant l'intention d'abandonner l'*agribusiness*. De plus, une régression linéaire probabiliste a été estimée pour tester la robustesse du modèle de l'intention d'abandonner l'*agribusiness* (Angrist & Pischke 2015). Dans le modèle linéaire probabiliste, l'intention de quitter prend l'unité (signifiant que le jeune entrepreneur est prédisposé à quitter l'*agribusiness*) lorsque l'indice mesurant l'intention de quitter est supérieur ou égal à 4, et zéro (indiquant que le jeune entrepreneur n'est pas prédisposé à quitter) lorsqu'il est strictement inférieur à 4. L'étude de Bertrand *et al.* (2010) sur l'intention de quitter le travail nous a inspirés pour présenter le modèle d'intention d'abandonner l'*agribusiness*.

$$Y_i = \alpha_0 + \alpha_1 x_i + \alpha_2 \delta_i + \alpha_3 \varphi_i + \varepsilon \quad (1)$$

Où  $\alpha_0$  représente l'intercept,  $\alpha_i$  les coefficients de variables explicatives,  $Y_i$  l'indice de l'intention de quitter l'*agribusiness* comprenant des valeurs continues limitées dans l'intervalle de 1 à 5 ou l'intention de quitter l'*agribusiness* [0, 1],  $x_i$  l'ensemble des caractéristiques sociodémographiques et économiques (le genre, l'âge, l'éducation, l'appartenance à une association, l'ancienneté dans l'*agribusiness*, le maillon de transformation, la source de financement et le milieu d'étude),  $\delta_i$  l'ensemble des facteurs *push* (la satisfaction à l'emploi, l'indice du climat des affaires ( $\alpha = .651$ ) et avoir les parents dans l'*agribusiness*),  $\varphi_i$  l'ensemble des facteurs *pull* (le revenu des activités rurales agroalimentaires) et le terme d'erreur. L'effet fixe du milieu d'étude nous a permis d'estimer le modèle d'intention de quitter l'*agribusiness* en supposant que les groupements de Mudaka et de Bugore (Kavumu) disposent de caractéristiques différentes en termes d'opportunités et de défis. Les coefficients du modèle (1) ont été estimés par la méthode des moindres carrés ordinaires (Greene 2002) sous le logiciel Stata 15.1. Les résultats obtenus sont décrits et discutés dans la section suivante.

## 2. Résultats et discussion

### 2.1. Intention de quitter l'*agribusiness*, caractéristiques des entrepreneurs et facteurs pull-push

Les résultats montrent que l'intention de quitter l'*agribusiness* est moyennement élevée pour l'ensemble de l'échantillon ( $Y = 3.5$ ,  $SD = 1.05$ ) (tableau 1). Le pourcentage des jeunes entrepreneurs qui ont l'intention de quitter l'*agribusiness* s'élève à 46,8 % ( $n = 65$ ) (tableau 2). Les jeunes femmes entrepreneures ne sont pas différentes des jeunes hommes entrepreneurs en termes d'intention de quitter l'*agribusiness* dans le futur ( $p_i = .105$ ). 56,5 % ( $n = 26$ ) des jeunes femmes entrepreneures contre 41,9 % ( $n = 39$ ) des jeunes hommes entrepreneurs ont l'intention de quitter l'*agribusiness*.

Les jeunes entrepreneurs qui ont l'intention d'abandonner sont statistiquement plus âgés que les jeunes entrepreneurs qui pensent y rester ( $p = .000$ ).

**Tableau 2 : perspective d'avenir des jeunes entrepreneurs impliqués dans l'agribusiness**

	Rester	Quitter	Test
<b>Indice d'intention de quitter l'agribusiness (moyenne)</b>	2.8 (74)	4.4 (65)	$p = .105^{***}$
Caractéristiques des entrepreneurs			
<b>Genre (%)</b>			$p = .105$
<i>Femme</i>	43.5 (20)	56.5 (26)	
<i>Homme</i>	58.1 (54)	41.9 (39)	
<i>Ensemble</i>	53.2 (74)	46.8 (65)	
<b>Âge (années)</b>	25.2 (74)	26.6 (65)	$p = .000^{***}$
<b>Éducation (%)</b>			$p = .200$
<i>Analphabète</i>	35.0 (7)	63.0 (13)	
<i>Études primaires inachevées</i>	50.0 (16)	50.0 (16)	
<i>Certificat d'études primaires</i>	50.0 (11)	50.0 (11)	
<i>Études secondaires inachevées</i>	57.4 (27)	42.6 (20)	
<i>Diplôme d'État</i>	73.3 (11)	26.7 (4)	
<i>Études de Bac+3 inachevées</i>	100.0 (2)	0.0 (0)	
<i>Études de Bac+5 inachevées</i>	0.0 (0)	100 (1)	
<b>Ancienneté dans l'agribusiness (années)</b>	6.3 (74)	5.9 (65)	$p = .014^{**}$
<b>Membre dans une association (%)</b>	50.0 (6)	50.0 (6)	$p = .814$
<b>Maillon de transformation (%)</b>			$p = .009^{***}$
<i>Fabrication de boissons locales</i>	35.3 (12)	64.7 (22)	
<i>Panification</i>	60.0 (33)	40.0 (22)	
<i>Transformation de manioc</i>	36.0 (9)	64.0 (16)	
<i>Transformation de maïs</i>	71.4 (10)	28.8 (4)	
<i>Transformation de produits d'élevage</i>	75.0 (3)	25.0 (1)	
<i>Transformation de tomates</i>	100.0 (5)	0.0 (0)	
<i>Transformation de café</i>	100 (2)	0.0 (0)	
<b>Sources principales de financement (%)</b>			$p = .000^{***}$

<i>COOPEC/IMF</i>	0.0 (0)	100.0 (1)	
<i>Parents et famille</i>	43.8 (7)	56.2 (9)	
<i>Amis et connaissances</i>	100.0 (0)	0.0 (0)	
<i>Fonds propres/épargne</i>	64.0 (64)	36.0 (36)	
<i>Mutuelle de solidarité (MUSO)</i>	15.4 (2)	84.6 (11)	
<i>Autres sources à préciser</i>	0.0 (0)	100.0 (8)	
<b>Statut d'enregistrement de l'entreprise (%)</b>			$p = .317$
<i>Informelle</i>	51.3 (59)	48.7 (56)	
<i>Formelle</i>	62.5 (15)	37.5 (9)	
<b>Facteurs push</b>			
<i>Avoir des parents dans l'agribusiness (%)</i>	62.5 (45)	37.5 (27)	$p = .023^{**}$
<i>Satisfaction à l'emploi agroalimentaire (moyenne)</i>	2.4 (74)	1.8 (65)	$p = .000^{***}$
<i>Indice du climat d'affaires dans l'agribusiness (moyenne)</i>	3.5 (74)	3.5 (75)	$p = .378$
<b>Facteurs pull</b>			
<i>Revenu hebdomadaire de l'activité agroalimentaire (franc congolais)</i>	39 000 (66)	22 000 (63)	$p = .000^{***}$

Notes : \*\*\* significatif à 1 % ; \*\* significatif à 5 % ; les éléments entre parenthèses sont des effectifs.

63 % (n = 13) des jeunes entrepreneurs analphabètes, 50 % (n = 11) des jeunes entrepreneurs avec le niveau d'études primaires inachevées et 50 % (16) des jeunes entrepreneurs détenteurs d'un certificat d'études primaires ont l'intention de quitter l'agribusiness, contre 73,3 % (n = 11) des jeunes entrepreneurs diplômés d'État et 57,4 % (n = 27) des jeunes entrepreneurs avec le niveau d'études secondaires inachevées qui n'ont pas l'intention de quitter l'agribusiness (tableau 2). On remarque que la plupart des jeunes entrepreneurs qui ont l'intention de quitter l'agribusiness sont généralement moins instruits que les jeunes entrepreneurs qui n'ont pas l'intention de le quitter. Néanmoins, les différences entre ces deux groupes de jeunes entrepreneurs en termes de niveau d'éducation ne sont pas statistiquement significatives ( $p = .200$ ). Les résultats montrent aussi que les jeunes entrepreneurs qui ont l'intention de quitter l'agribusiness sont moins anciens dans l'activité que les jeunes entrepreneurs qui n'ont pas l'intention de quitter ( $p = .014$ ). Le pourcentage de jeunes entrepreneurs organisés en association des jeunes qui ont l'intention de quitter l'agribusiness est de 50 % (n = 6). Par ailleurs, les jeunes entrepreneurs impliqués dans

l'*agribusiness* se différencie significativement par rapport à leur maillon de transformation ( $p = .009$ ). Les jeunes entrepreneurs qui ont l'intention de quitter l'*agribusiness* s'impliquent davantage dans la fabrication de boissons locales (64,7 %,  $n = 22$ ) et la transformation de manioc (64 %,  $n = 16$ ). En revanche, les jeunes entrepreneurs qui n'ont pas l'intention de quitter l'*agribusiness* sont davantage présents dans la panification (60 %,  $n = 33$ ), la transformation de maïs (71,4 %,  $n = 10$ ) et la transformation de tomates (100 %,  $n = 5$ ). 48,7 % ( $n = 56$ ) des jeunes entrepreneurs informels contre seulement 37,7 % ( $n = 9$ ) des jeunes entrepreneurs formels ont l'intention de quitter l'*agribusiness*. Néanmoins, les jeunes entrepreneurs formels et informels ne sont pas statistiquement différents ( $p = .317$ ) du point de vue de l'intention de quitter l'*agribusiness*. Quant aux facteurs *push*, les résultats montrent que les jeunes entrepreneurs ayant des parents présents dans l'*agribusiness* n'ont pas l'intention de quitter l'*agribusiness* (62,5 %,  $n = 45$ ) par rapport aux jeunes entrepreneurs qui n'ont pas de parents dans l'*agribusiness* ( $p = .023$ ). Aussi, les jeunes entrepreneurs prédisposés à quitter l'*agribusiness* ont un score de satisfaction à l'emploi inférieur (satisfaction = 1.8, SD = .79) aux entrepreneurs qui n'ont pas l'intention de quitter ( $p = .000$ ). Par ailleurs, les jeunes entrepreneurs qui ont l'intention de quitter l'*agribusiness* et les jeunes entrepreneurs qui n'ont pas l'intention de quitter ont les mêmes perceptions sur le climat des affaires ( $p = .378$ ). En ce qui concerne les facteurs *pull*, les résultats indiquent que les jeunes entrepreneurs caractérisés par l'intention de quitter l'*agribusiness* ont un revenu hebdomadaire (22 000 francs congolais *versus* 39 000 francs congolais) significativement inférieur à celui des jeunes entrepreneurs qui n'ont pas l'intention d'abandonner l'*agribusiness* ( $p = .000$ ).

## 2.2. Déterminants de l'intention de quitter l'agribusiness

Les déterminants de l'intention de quitter l'*agribusiness* ont été estimés par un modèle linéaire (OLS) et un modèle linéaire probabiliste (LPM). Le modèle OLS porte sur la variable « indice de l'intention de quitter l'*agribusiness* », alors que le modèle LPM fait allusion à la variable dichotomique de l'intention de quitter l'*agribusiness* « rester ou abandonner ». La deuxième (1) et la quatrième colonnes (3) du tableau 3 rapportent les résultats d'estimation économétrique ne tenant pas compte de l'effet fixe du milieu d'étude, alors que la deuxième (2) et la quatrième colonnes (4) reprennent les résultats du modèle d'intention de quitter l'*agribusiness* contrôlé par l'effet fixe du milieu d'étude.

Le premier modèle (1) montre que trois variables expliquent significativement l'intention de quitter l'*agribusiness*. Il s'agit du maillon de transformation, du niveau de satisfaction à l'emploi agroalimentaire et du revenu hebdomadaire de l'activité. En effet, le fait que le jeune entrepreneur

Tableau 3 : modèle de l'intention de quitter l'*agribusiness*

	OLS (1)	OLS (2)	LPM (3)	LPM (4)
Sexe	.061(.216)	.111(.213)	.015(.100)	.005(.099)
Âge	.013(.015)	.011(.015)	.009(.007)	.009(.007)
Niveau d'éducation	-.060(.072)	-.025(.073)	-.067(.033)**	-.052(.034)
Ancienneté ( <i>agribusiness</i> )	-.025(.018)	-.024(.018)	-.022(.008)**	-.021(.008)**
Membre d'une association	-.254(.358)	-.260(.353)	-.112(.165)	-.101(.164)
Maillon de transformation (fabrication de boissons locales)				
Panification	-.310(.243)	-.210(.244)	-.231(.113)**	-.190(.114)*
Transformation de manioc	.060(.269)	.089(.265)	.045(.124)	.057(.155)
Transformation de maïs	-.439(.339)	-.492(.334)	-.198(.157)	-.219(.155)
Transformation de produits d'élevage	-1.556(.545)***	-1.164(.567)**	-.557(.252)**	-.398(.263)**
Transformation de tomates	-.595(.643)	-.752(.638)	-.088(.297)	-.152(.296)
Transformation de café	-.243(.876)	-.258(.864)	-.108(.405)	-.114(.401)
Facteurs <i>pull</i>				
Parents dans l' <i>agribusiness</i>	-.056(.193)	-.091(.191)	-.100(.089)	-.114(.089)



Climat des affaires	.046(.076)	.015(.077)	.014(.035)	.026(.036)
Satisfaction à l'emploi	-.348(.102)***	-.308(.102)***	-.122(.047)**	-.106(.048)**
Facteurs <i>push</i>				
Ln du Revenu	.436(.226)*	.388(.223)*	.314(.105)***	.294(.106)***
Ln du Revenu au carré	-.072(.051)	-.075(.075)	-.064(.024)***	-.066(.024)***
Constante	3.843(.662)***	5.08(.679)***	.801(.306)**	.637(.315)**
Effet fixe du milieu	No	Yes	No	Yes
Nombre d'observations	139	139	139	139
Prob > Fisher (F)	.003	.000	.000	.000
R-Carré	.247	.245	.296	.316
R-Carré ajusté	.148	.173	.204	.220
Variance Inflation Factor (VIF)	2.94	2.90	2.94	2.90

Notes : \*\*\* significatif à 1 % ; \*\* significatif à 5 % ; \* significatif à 10 % ; les éléments entre parenthèses sont des écarts-types.

soit engagé dans le maillon de transformation ( $p = .005$ ) des produits dérivés d'élevage diminue significativement son intention de quitter l'*agribusiness* comparativement à un jeune entrepreneur impliqué dans la transformation de boissons locales. Ce modèle indique aussi qu'un accroissement du niveau de satisfaction à l'emploi ( $p = .001$ ) réduit significativement l'intention de quitter l'*agribusiness*. Par ailleurs, l'augmentation du revenu issu de l'activité agroalimentaire ( $p = .056$ ) implique une hausse du niveau d'intention de quitter l'*agribusiness*. Néanmoins, le terme quadratique du montant de revenu indique une relation non linéaire entre le revenu issu de l'*agribusiness* et l'intention de quitter l'*agribusiness*. C'est-à-dire qu'il existe un niveau donné de revenu issu de l'*agribusiness* à partir duquel toute augmentation d'un pourcent du revenu réduira l'intention de quitter l'*agribusiness*. En intégrant l'effet fixe du milieu dans le modèle (2), les coefficients changent légèrement alors que les significativités des facteurs restent similaires à celles du premier modèle (1). Ceci implique que les facteurs expliquant la spécificité de chaque groupement qui ne sont pas pris en compte dans le modèle ne sont pas de nature à modifier significativement les estimations obtenues. Le troisième modèle (3) fournit des résultats d'estimation plus fines que le premier (1) et le deuxième (2) modèles. Au-delà des variables significatives identifiées dans les deux premiers modèles, le troisième modèle ajoute le niveau d'éducation du jeune entrepreneur, son ancienneté dans l'*agribusiness* et le maillon de panification. L'amélioration du niveau d'éducation ( $p = .047$ ) et l'augmentation de l'ancienneté ( $p = .010$ ) dans l'*agribusiness* réduisent significativement les chances que les jeunes entrepreneurs soient prédisposés à quitter l'*agribusiness*. Les résultats du modèle (3) montrent aussi que le fait qu'un jeune entrepreneur soit impliqué dans la panification ( $p = .042$ ) diminue significativement son intention de quitter l'*agribusiness* comparé à un jeune entrepreneur engagé dans la fabrication de boissons locales. En contrôlant ce modèle (3) par l'effet fixe du milieu d'étude, les résultats du modèle (4) sont quasiment similaires à ceux du modèle (3) avec de petites modifications sur les coefficients. Les signes et les significativités des facteurs identifiés dans le modèle précédent restent identiques.

### **2.3. Matrice de critères de choix des activités de remplacement de l'*agribusiness***

Les résultats renseignent que la plupart des jeunes entrepreneurs de Kabare ayant l'intention de quitter l'*agribusiness* pensent s'orienter vers le commerce général (43,2 %,  $n = 60$ ) (tableau 4). D'autres jeunes entrepreneurs qui ont l'intention de quitter l'*agribusiness* ont la vision de migrer vers les villes voisines de Bukavu et de Goma ou dans les sites miniers proches de Kabare (sites miniers de Kalehe et de Walungu). La perspective

**Tableau 4 : critères de choix des activités de remplacement (en pourcentage)**

	Activité de remplacement	Perspective d'un revenu plus élevé	Stabilité du revenu	Meilleures conditions de travail	Peu de stress	Assurance du futur	Respect	Auto-nomie
Commerce	43.2 (60)	61.8 (37)	20.0 (12)	18.3 (11)	11.7 (7)	21.7 (13)	5.0 (3)	10.0 (6)
Artisanat	5.8 (8)	12.5 (1)	0.0 (0)	12.5 (1)	12.5 (1)	50.0 (4)	0.0 (0)	0.0 (0)
Secteur public	0.7 (1)	0.0 (0)	0.0 (0)	0.0 (0)	0.0 (0)	100.0 (1)	0.0 (0)	0.0 (0)
ONG	1.4 (2)	100.0 (2)	50.0 (1)	50.0 (1)	50.0 (1)	50.0 (1)	50.0 (1)	0.0 (0)
Entreprise privée	2.2 (3)	66.7 (2)	33.3 (1)	66.7 (2)	0.0 (0)	100.0 (3)	0.0 (0)	0.0 (0)
Migration	15.1 (21)	28.6 (6)	9.5 (2)	23.8 (5)	0.0 (0)	33.3 (7)	0.0 (0)	0.0 (0)
Services	1.4 (2)	50.0 (1)	50.0 (1)	50.0 (1)	0.0 (0)	100.0 (2)	0.0 (0)	0.0 (0)
Aucun	14.4 (20)	0.0 (0)	0.0 (0)	0.0 (0)	0.0 (0)	0.0 (0)	0.0 (0)	10.0 (2)
Autres à préciser	15.4 (22)	31.8 (7)	18.2 (4)	9.1 (2)	4.6 (1)	50.0 (11)	18.2 (4)	0.0 (0)
Test		$p = .000***$	$p = .107$	$p = .063*$	$p = .330$	$p = .001***$	$p = .031**$	$p = .618$

Notes : \*\*\* significatif à 1 % ; \*\* significatif à 5 % ; \* significatif à 10 % ; les éléments entre parenthèses sont des effectifs.

d'un revenu plus élevé (61,8 %, n = 37) constitue le principal critère économique auquel la plupart des jeunes entrepreneurs se sont référés pour choisir le commerce comme leur principale activité économique de remplacement. Au-delà des critères économiques (perspective d'un revenu élevé, stabilité du revenu et assurance d'un meilleur futur), les jeunes entrepreneurs font aussi allusion aux critères non économiques tels que le niveau de stress (11,7 %, n = 7) et l'autonomie de décision (10 %, n = 6) dans le choix du commerce comme principale activité de remplacement. Les jeunes entrepreneurs qui choisissent la migration comme activité de remplacement se basent sur trois principaux critères : l'assurance d'un meilleur futur (33,3 %, n = 7), la perspective d'un revenu plus élevé (28,6 %, n = 6) et l'espérance d'accès à un meilleur emploi en termes de conditions de travail (23,8 %, n = 5). Par ailleurs, 5,8 % (n = 8) des jeunes entrepreneurs pensent plutôt entreprendre dans l'artisanat. L'assurance d'un meilleur futur (50 %, n = 4) est le principal critère sur lequel ces jeunes se basent pour retenir l'artisanat comme leur activité économique de remplacement.

15,4 % (n = 22) des jeunes entrepreneurs prédisposés à quitter l'*agribusiness* pensent partir vers d'autres activités comme le travail domestique, la maçonnerie, l'agriculture, l'élevage ou reprendre des études. Généralement, les jeunes entrepreneurs qui préfèrent devenir des salariés domestiques sont implicitement caractérisés par une intention de migrer dans les villes voisines pour se trouver un tel emploi. En effet, les jeunes qui quittent Kabare pour Bukavu servent majoritairement de main-d'œuvre dans les ménages, les bars et les restaurants. Les chefs de ménage, les propriétaires de bars et de restaurants constituent généralement non seulement leurs premiers employeurs, mais aussi leur première source de revenus leur permettant de se trouver le capital de départ pour se lancer dans le petit commerce (vente de détail de carburant, boutique, publicophone, commerce ambulancier, etc.).

Le tableau 4 indique que la perspective d'un revenu plus élevé ( $p = .000$ ) et l'assurance d'un meilleur futur ( $p = .001$ ) représentent les principaux facteurs *pull* dictant les choix des activités de remplacement des jeunes entrepreneurs impliqués dans l'*agribusiness*.

#### 2.4. Discussion des résultats

Les résultats indiquent un niveau d'intention de quitter l'*agribusiness* moyennement élevé (un score de 3,5 sur une échelle de 5 points). À peu près 50 % de jeunes entrepreneurs de Kabare impliqués dans l'*agribusiness* sont prédisposés à quitter l'*agribusiness*. Ceci peut s'expliquer par le fait que la plupart des jeunes entrepreneurs de Kabare, par manque de capital, s'impliquent dans des petites activités agroalimentaires ne leur permettant pas de faire de gros profits (leur profit moyen hebdomadaire est de 31 000 FC). C'est pour cela que nombreux considèrent l'*agribusiness* comme une

activité de survie (Broutin & Bricas 2006 ; Mangole & Dontsop 2019). Un jeune entrepreneur de Mudaka mentionne ce qui suit : « Mon père est mort [...] c'est moi qui prends toute la famille en charge avec le maigre revenu que je gagne de l'*agribusiness* ». Il sied de signaler que l'*agribusiness* n'est rentable que pour un petit groupe de jeunes entrepreneurs qui a su franchir la barrière d'entrée en supportant le coût lié à l'acquisition des outils de transformation (réputé élevé pour la plupart des jeunes entrepreneurs de Kabare). Ceci corrobore l'argument de Broutin et Bricas (2006 : 45) selon lequel les activités de transformation rurale, où existe généralement une barrière d'entrée en termes de capital financier ou de savoir-faire, assurent des revenus généralement plus élevés.

L'intention de quitter l'*agribusiness* peut s'expliquer par plusieurs facteurs parmi lesquels l'éducation, l'ancienneté dans l'*agribusiness*, le maillon de transformation, la satisfaction à l'emploi et le revenu issu de l'*agribusiness*. Il ressort que les jeunes entrepreneurs plus instruits ne sont pas davantage prédisposés à quitter l'*agribusiness* que leurs homologues analphabètes ou moins instruits. Ce résultat peut être soutenu par l'argument suivant : les jeunes entrepreneurs plus instruits apprennent plus rapidement que leurs homologues analphabètes les procédés de transformation, les modèles de gestion (comptabilité, *business plan*, etc.), etc. De plus, ils sont davantage en mesure de faire l'analyse d'attractivité de l'industrie *agribusiness* pour ressortir les menaces à surmonter et les opportunités à saisir, d'estimer le gain de leur activité agroalimentaire, de suivre leur évolution dans le temps et de faire même des projections de leur revenu que leurs homologues moins instruits. Pareillement, ils peuvent utiliser la nouvelle technologie (le marketing en ligne via Facebook ou WhatsApp, par exemple) pour accroître leur part de marché. Ce qui permet aux jeunes entrepreneurs plus instruits de profiter des avantages de la nouvelle technologie pour gagner plus, et de ce fait, rester dans l'*agribusiness*. Nous rejoignons l'idée selon laquelle l'accès limité à la nouvelle technologie et aux compétences pratiques représente l'un des principaux défis auxquels les jeunes (entrepreneurs) font face pour gagner leur vie dans l'*agribusiness* (FIDA 2015 ; Mercandalli 2015 ; Sanginga *et al.* 2015). Quant à l'ancienneté, les jeunes entrepreneurs plus anciens dans l'*agribusiness* n'ont pas davantage l'intention de le quitter. Ceci peut s'expliquer par le fait que plus un entrepreneur se perpétue dans un secteur, plus il acquiert de l'expertise et plus il améliore ses connaissances sur les rouages du secteur en question. Ensuite, il se construit un réseau social fort susceptible d'améliorer son pouvoir de négociation avec ses clients, d'une part, et ses fournisseurs d'inputs, d'autre part. Concernant les maillons de transformation, les jeunes entrepreneurs impliqués dans la panification (fabrication de pain, de beignets, de gâteaux, etc.) et la transformation de produits d'élevage n'ont pas plus l'intention de quitter l'*agribusiness* que leurs homologues impliqués

dans la fabrication de boissons locales. Ce résultat peut s'expliquer par le fait que les jeunes entrepreneurs impliqués dans la fabrication de boissons locales à base de bananes, de canne à sucre, etc., gagnent un profit plus petit que leurs homologues impliqués dans la panification et la transformation de produits d'élevage. Un jeune entrepreneur impliqué dans la fabrication de boisson locale à base de bananes déclare : « Notre revenu issu de la vente de *kasiksi* (boisson fabriquée à base de bananes) a baissé à cause de la concurrence accrue par l'introduction du *sapilo* (boisson fortement alcoolisée) sur le marché. La situation a changé, avant nous écoulions beaucoup de bidons de *kasiksi* à Bukavu... il n'y a plus trop de bananes dans le milieu à cause des maladies. Nous partons désormais chercher les bananes ailleurs ».

Par rapport à la satisfaction à l'emploi, il appert que les jeunes entrepreneurs satisfaits de leur emploi sont moins prédisposés à quitter l'*agribusiness*. Les recherches existantes soutiennent que la satisfaction à l'emploi occupe une place prépondérante pour prédire l'intention de quitter (Cossette & Gosselin 2009 ; Bertrand *et al.* 2010 ; Fishbein & Ajzen 2010 ; Cossette & Gosselin 2012). En effet, les jeunes entrepreneurs caractérisés par un niveau de satisfaction élevé ne perçoivent pas l'*agribusiness* comme un dernier recours, mais plutôt comme une opportunité d'affaires (Mangole & Dontsop 2019). Par ailleurs, les résultats d'estimation indiquent, d'une part, une relation positive entre le revenu et l'intention de quitter l'*agribusiness* et, d'autre part, une relation négative entre le terme quadratique du revenu et l'intention de quitter l'*agribusiness*. Ceci veut qu'il existe un niveau donné de revenu issu de l'*agribusiness* à partir duquel toute augmentation d'un pourcent de franc congolais change le comportement des jeunes entrepreneurs. L'augmentation d'un pourcent du niveau maximal du revenu issu de l'*agribusiness* réduit l'intention des jeunes entrepreneurs de quitter l'*agribusiness*. Ceci parce que l'augmentation du revenu peut permettre de transformer un entrepreneur par « nécessité » (parce qu'il manque d'autres choix) en un entrepreneur par « choix ». Le climat des affaires mesuré à travers deux principaux items, « les conditions du travail et la pression fiscale dans l'industrie de l'*agribusiness* », n'explique pas significativement l'intention de quitter l'*agribusiness*, pourtant un facteur important dans l'explication du comportement entrepreneurial (des jeunes). Les conditions de travail et la politique fiscale appliquée aux acteurs impliqués dans l'*agribusiness* sont favorables selon la majorité des jeunes entrepreneurs ruraux de Kabare. Bien que le climat des affaires de Kabare soit propice, l'accès au crédit reste encore la principale préoccupation de la plupart des jeunes ruraux de ce milieu. Seule une petite partie de la population rurale – en ce compris les jeunes – accède aux micro-crédits des coopératives d'épargne et de crédit localisées dans le territoire de Kabare, notamment le PAIDEC, l'ASBL ADI-KIVU et la COOPEC CAHI. La grande majorité de la population n'y accède pas, à cause des taux d'intérêt élevés et de conditions de

remboursement difficiles pour les paysans. Un jeune PDG d'une petite entreprise impliquée dans la fabrication de biscuits à base de manioc a déclaré ce qui suit : « [...] le grand défi auquel nous faisons face dans ce secteur c'est l'accès limité au crédit [...] l'incubateur Orheol nous accompagne à accéder au crédit à travers le canal de la SMICO, mais celle-ci exige des taux d'intérêt trop élevés [...] travailler avec leur crédit, c'est comme travailler uniquement pour leur propre intérêt ». Pour faire face à ce défi, un grand nombre de jeunes entrepreneurs de Kabare est regroupé en réseau (voir coopérative Action Jeunesse et Paix « AJI-Mudaka »). Heikkilä *et al.* (2016) indiquent que le réseau est l'un des principaux déterminants d'accès aux ressources financières. Dans la même logique, les études existantes sur les pratiques d'*agribusiness* soulignent que les ressources relationnelles sont indispensables, tant pour le démarrage des activités que pour leur maintien, car elles permettent soit d'accéder directement à un investissement de départ ou à un fonds de roulement, soit de servir comme caution mutuelle pour l'obtention de crédits auprès d'institutions de crédit décentralisées (Broutin & Bricas 2006).

La plupart des jeunes entrepreneurs de Kabare caractérisés par l'intention de quitter l'*agribusiness* sont prédisposés à entreprendre dans le commerce ou à migrer vers les milieux urbains. Ce résultat peut s'expliquer par le capital qu'il faut pour investir dans l'*agribusiness*. Réunir le montant nécessaire pour l'installation de l'outil de transformation n'est pas une légère tâche pour la majorité des jeunes entrepreneurs de Kabare. Il faut un montant minimum de 800 USD pour installer une machine de transformation de farine de manioc par exemple, alors que même avec un petit capital de 200 USD les jeunes peuvent entreprendre dans le commerce. Par ailleurs, les résultats montrent que les jeunes entrepreneurs de Kabare engagés dans l'*agribusiness* choisissent le commerce (kiosque, vente de boissons, vente de carburant, publiphone, commerce ambulancier, etc.) comme leur activité de remplacement, parce qu'ils espèrent y gagner plus. Ces résultats sont en phase avec l'étude d'Okali et Sumberg (2012). D'après ces auteurs, entreprendre dans le commerce ou migrer vers les milieux urbains sont les futurs plans de la plupart des jeunes engagés dans la production de tomates au Brong Ahofo (Ghana). Ils ne se voient pas passer leur futur dans l'agriculture.

## Conclusion

Cette étude, qui a été menée sur un échantillon aléatoire de 139 jeunes entrepreneurs de Kabare impliqués dans l'*agribusiness*, fait ressortir le niveau d'intention de quitter l'*agribusiness*, et les facteurs *pull-push* qui expliquent l'intention de le quitter, et propose la matrice des activités économiques de remplacement de l'*agribusiness* ainsi que les critères économiques et non

économiques sur lesquels les jeunes entrepreneurs se basent pour faire le choix des activités économiques de remplacement.

Les résultats de l'étude montrent un niveau d'intention de quitter l'*agribusiness* moyennement élevé (3,5 sur une échelle de 5 points) impliquant que les jeunes entrepreneurs du territoire de Kabare, dans la province du Sud-Kivu, sont prédisposés à quitter l'*agribusiness* pour d'autres activités économiques alternatives. L'intention de quitter l'*agribusiness* est expliquée par une combinaison de facteurs *pull* (revenu issu de l'*agribusiness*) et *push* (niveau de satisfaction). Au-delà des facteurs *pull-push*, les caractéristiques socioéconomiques (diplôme d'études et ancienneté dans l'*agribusiness*) des jeunes entrepreneurs et les types de maillons de transformation dans lesquels les jeunes entrepreneurs sont impliqués jouent un rôle non négligeable dans l'intention de quitter l'*agribusiness*. De plus, les résultats indiquent que la plupart des jeunes prédisposés à quitter l'*agribusiness* comptent entreprendre dans le commerce ou migrer vers les villes voisines (Bukavu et Goma). La perspective d'un revenu plus élevé et l'assurance d'un meilleur futur constituent les critères (économiques) les plus déterminants sur lesquels les jeunes entrepreneurs de Kabare se basent pour choisir le commerce et la migration comme leurs principales activités de remplacement de l'*agribusiness*. Cette étude contribue à la formulation de politiques d'accompagnement des jeunes entrepreneurs impliqués dans l'*agribusiness*. En effet, mieux comprendre les raisons de quitter l'*agribusiness* peut permettre aux acteurs de développement d'entreprendre des politiques pour encourager les jeunes entrepreneurs à poursuivre l'*agribusiness*. En effet, maintenir ou attirer de nouveaux jeunes entrepreneurs dans l'*agribusiness* permettra, non seulement, d'améliorer le taux d'activité des jeunes ruraux du territoire de Kabare et d'ailleurs, et le niveau d'offre des produits agroalimentaires sur les marchés ruraux et urbains, mais aussi contribuera à la sécurité alimentaire des ménages ruraux et urbains grâce à la disponibilité de produits agroalimentaires à des prix abordables.

## Bibliographie

- Allen, T. & Heinrigs, P. 2016. « Les nouvelles opportunités de l'économie alimentaire ouest-africaine ». *Notes ouest-africaines*, n° 1. Paris : Éditions OCDE.
- Allen T., Heinrigs, P., & Heo, I. 2018. « Agriculture, alimentation et emploi en Afrique de l'Ouest. *Notes ouest-africaines*, n° 14. Paris : Éditions OCDE.
- Angrist, J.D. & Pischke, J.-S. 2015. *Mastering' Metrics: The Path from Cause to Effect*. Princeton : Princeton University Press.
- Anyidoho, N.A., Leavy, J. & Asenso-Okyere, K. 2012. « Perceptions and aspirations: a case study of young people in Ghana's cocoa sector ». *IDS Bulletin* 43 (6) : 20-32.



- Barrett, C.B., Barbier, E.B., & Reardon, T. 2001. « Agroindustrialization, globalization, and international development: the environmental implications ». *Environment and Development Economics* 6 (4): 419-433.
- Bello, L.O., Baiyegunhi, L.J.S., Mignouna, D., Adeoti, R., Dontsop-Nguezet, P.M., Abdoulaye, T., Manyong, V., Bamba, Z. & Awotide, B.A. 2021. « Impact of Youth-in-Agribusiness Program on employment creation in Nigeria ». *Sustainability* 13 : 7801.
- Bertrand, F., Peters, S., Pérée, F. & Hansez, I. 2010. « Facteurs d'insatisfaction incitant au départ et intention de quitter le travail : analyse comparative des groupes d'âges ». *Le Travail humain* 3 (73) : 213-237.
- Birali, M.J., Walangululu, J. & Sumbu, Z. 2019. « Diagnostic des procédés de fabrication du fromage blanc traditionnel "mashanza" dans les zones productrices du Sud-Kivu ». *Journal of Applied Biosciences* 138 : 14017-14028.
- Blau, G. 1993. « Further exploring the relationship between job search and voluntary individual turnover ». *Personnel Psychology* 46 (2) : 313-330. DOI : <https://doi.org/10.1111/j.1744-6570.1993.tb00876.x>
- Boucher, F., Carimentrand, A. & Requier-Desjardins, D. 2003. « Agro-industrie rurale et lutte contre la pauvreté : les systèmes agroalimentaires localisés contribuent-ils au renforcement des "capabilités" ? ». 3<sup>e</sup> Colloque sur l'Approche des capacités, Université de Pavie, 7-9 septembre 2003.
- Bradley, D. & Roberts, J. 2005 (27 mai). « Is low job satisfaction a cause of self-employment entrance? A survival analysis using data from the British Household Panel Survey ». *Working paper*. Greenville, North Carolina : East Carolina University.
- Broutin, C. & Bricas, N. 2006. *Agroalimentaire et lutte contre la pauvreté en Afrique subsaharienne. Le rôle des micro et petites entreprises*. Éditions du Gret (coll. « Études et travaux »).
- Carricano, M. & Poujol, F. 2008. *Analyse de données avec SPSS*. Paris : Person.
- Carsrud, A. & Brännback, M. 2011. « Entrepreneurial motivations: what do we still need to know? » *Journal of Small Business Management* 49 (1) : 9-26.
- Combris, P. & Nefussi, M. 1984. « Le concept d'agro-alimentaire : intérêt et limites ». *Économie rurale* 160 : 22-27.
- Cossette, M. & Gosselin, A. 2009. *Quitter ou rester : analyse des profils d'intention de départ d'agents en centre de contact-clients*. Montréal : CIRANO (coll. « Série scientifique », n° 40).
- Cossette, M. & Gosselin, A. 2012. « Quitter, rester ou progresser ? Les profils d'intentions des agents en centre d'appels ». *Relations industrielles/Industrial Relations* 67 (4) : 703-725.
- Douglas, K., Singh, A.S. & Zvenyika, K.R. 2017. « Perceptions of Swaziland's youth towards farming: a case of manzini region ». *Forestry Research and Engineering: International Journal* 1 (3) : 83-89.

- Eastern Congo Initiative. 2014. *Rapport d'évaluation des conditions socio-économiques des ménages agricoles dans le territoire de Kabare au Sud-Kivu à l'Est de la République démocratique du Congo*.
- FIDA. 2015 (mars). *Investir dans les jeunes ruraux pour favoriser un développement durable et équitable*. Fonds international de Développement agricole (FIDA).
- Fishbein, M. & Ajzen, I. 2010. *Predicting and Changing Behavior: The Reasoned Action Approach*. New York : Taylor and Francis Group.
- Gabarret, I. & Vedel, B. 2012. « Quitter son emploi pour devenir entrepreneur ». *Association de Gestion des ressources humaines* 3 (4) : 79-97.
- Greene, W.H. 2002. *Econometrics Analysis*. Fifth edition. Upper Saddle River : Prentice Hall, New York University.
- Heikkilä, A., Kalmi, P. & Ruuskanen, O.-P. 2016. « Social capital and access to credit: evidence from Uganda ». *The Journal of Development Studies* 52 (9) : 1273-1288.
- ILO. 2020. *Report on Employment in Africa (Re-Africa): Tackling the Youth Employment Challenge*. Genève : International Labour Office. En ligne sur : [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---africa/---ro-abidjan/documents/publication/wcms\\_753300.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---africa/---ro-abidjan/documents/publication/wcms_753300.pdf)
- Johnson, G., Scholes, K. & Fréry, F. 2000. *Stratégique*. Paris : Publi-Union.
- Johnson, R.B., Onwuegbuzie, A.J. & Turner, L.A. 2007. « Toward a definition of mixed methods research ». *Journal of Mixed Methods Research* 1 (2) : 112-133.
- Kirkwood, J. 2009. « Motivational factors in a push-pull theory of entrepreneurship ». *Gender in Management: An International Journal* 24 (5) : 346-364.
- Laurent, P. 1989. « L'entrepreneur dans la pensée économique ». *Revue internationale PME : économie et gestion de la petite et moyenne entreprise* 2 (1) : 57-70.
- Mangole, D.C. & Dontsop, N.P. 2019. « Entrepreneurship in agroindustry: opportunity or last resort of young people in the DRC? ». *Sixth International Conference, 23-26 septembre 2019, Abuja, Nigeria 295882*, African Association of Agricultural Economists (AAAE).
- Mercandalli, S. 2015. « L'agroalimentaire : une opportunité pour l'emploi des jeunes ? ». *Grain de sel* 7 : 31-32.
- Ministère de la Santé. 2019 (octobre). *Programme national de Nutrition (PRONANUT), Sud-Kivu, Rapport final*.
- Minyangu, M.P., Dontsop, N.P.M., Masirika, S.A., Adeniyi, A., Olayide, O.E. & Kaghoma, K.C. 2020. « Understanding gender-based differences in the engagement of the youth in agribusiness in South-Kivu province, Democratic Republic of Congo ». *Business Strategy and Development* 4 : 11-21.
- Mitchell, T. R., Holtom, B.C., Lee, T.W., Sablinski, C.J. & Erez, M. 2001. « Why people stay: using job embeddedness to predict voluntary turnover ». *Academy of Management Journal* 44 (6) : 1102-1121. DOI : <https://doi.org/10.5465/3069391>.
- Mmbengwa, V.M., Qin, X. & Nkobi, V. 2021. « Determinants of youth entrepreneurial success in agribusiness sector: the case of Vhembe district

municipality of South Africa ». *Cogent Social Sciences* 7 : 1. DOI : <https://doi.org/10.1080/23311886.2021.1982235>

Mulema, J. Mugambi, I., Kansime, M., Twu Chan, H., Chimalizeni, M., Xuan Pham, T. & Oduor, G. 2021. « Barriers and opportunities for the youth engagement in agribusiness: empirical evidence from Zambia and Vietnam ». *Development in Practice* 31 (5) : 690-706.

Ndjadi, S.S., Basimine, G.C., Masudi, G.F., Kyalondawa, A.M., Mugumaarhahama, Y. & Vwima, S.N. 2019. « Déterminants de la performance des exploitations agricoles à Kabare, Sud-Kivu, Est de la République démocratique du Congo ». *Agronomie africaine* 31 (2) : 199-212.

OCDE. 2019. « Les barrières à la sortie. Note de réflexion du Secrétariat ». 132<sup>e</sup> réunion du Comité de la concurrence, 4 décembre 2019. DAF/COMP(2019)15. En ligne sur : [https://one.oecd.org/document/DAF/COMP\(2019\)15/fr/pdf](https://one.oecd.org/document/DAF/COMP(2019)15/fr/pdf)

Okali, C. & Sumberg, J. 2012. « Quick money and power: tomatoes and livelihood building in rural Brong Ahafo, Ghana ». *IDS Bulletin* 43 (6) : 44-57.

ONUDI. 2011. *Agrobusiness au secours de la prospérité de l'Afrique*. Organisation des Nations unies pour le Développement industriel.

PNUD. 2014. *Autonomisation des jeunes pour un avenir durable*. Stratégie du PNUD pour la jeunesse 2014-2017. New York.

Rakotomanana, H.F. 2009. « Les déterminants de la volonté de faire enregistrer son entreprise informelle à Madagascar, quelles implications sur les stratégies de l'administration publique ? ». *Stateco* 104. En ligne sur : [http://www.dial.prd.fr/dial\\_publications/PDF/stateco/stateco104/rakotomanana.pdf](http://www.dial.prd.fr/dial_publications/PDF/stateco/stateco104/rakotomanana.pdf)

Ramesh, A. & Gelfand, M.J. 2010. « Will they stay or will they go? The role of job embeddedness in predicting turnover in individualistic and collectivistic cultures ». *Journal of Applied Psychology* 95 (5) : 807-823.

Roepstorff, T.M., Wiggins, S. & Hawkins, A.M. 2011. « Le profil de l'agribusiness en Afrique ». In K.K. Yumkella, P.M. Kormawa, M. Roepstorff & A.M. Hawkins (éd.), *Agribusiness au secours de la prospérité de l'Afrique*. ONUDI, pp. 41-60.

Sanginga, N., Lohento, K. & Mayenga, D. 2015. « Les jeunes dans l'agroalimentaire dans le cadre du programme africain de transformation agricole ». *Colloque « Nourrir l'Afrique, 21-23 octobre 2015. Un plan d'action pour la transformation de l'agriculture africaine. »* Dakar : Centre international de Conférences Abdou Diouf. En ligne sur : [https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Events/DakAgri2015/Les\\_jeunes\\_dans\\_l\\_agroalimentaire\\_dans\\_le\\_cadre\\_du\\_programme\\_africain\\_de\\_transformation\\_agricole.pdf](https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Events/DakAgri2015/Les_jeunes_dans_l_agroalimentaire_dans_le_cadre_du_programme_africain_de_transformation_agricole.pdf)

Shane, S. & Venkataraman, S. 2000. « The promise of entrepreneurship as a field of research ». *Academy of Management Review* 25 (1) : 217-226. DOI : <https://doi.org/10.2307/259271>

Shane, S., Locke, A.E. & Collins, J.C. 2003. « Entrepreneurial motivation ». *Human Resource Management Review* 13 (2) : 257-279. DOI : [https://doi.org/10.1016/S1053-4822\(03\)00017-2](https://doi.org/10.1016/S1053-4822(03)00017-2)

Strauss, A. & Corbin, J. 1990. *Basics of Qualitative Research: Grounded Theory Procedures and Techniques*. Newbury Park, CA : Sage.

Tanova, C. & Holtom, B.C. 2008. « Using job embeddedness factors to explain voluntary turnover in four European countries ». *The International Journal of Human Resource Management* 19 (9) : 1553-1568. DOI : <https://doi.org/10.1080/09585190802294820>.

Wilkinson, J. & Rocha, R. 2008. « Agro-industry trends, patterns and developmental impacts ». *Global Agro-industries Forum (GAIF)*.

Winn, J. 2004. « Entrepreneurship: not an easy path to top management for women ». *Women in Management Review* 19 (3) : 143-153.

Yami, M., Feleke, S., Abdoulaye, T., Alene, D. A., Bamba, Z. & Manyong, V. 2019. « African rural youth engagement in agribusiness: achievements, limitations, and lessons ». *Sustainability Review* 11 : 184. DOI : <https://doi.org/10.3390/su11010185>